

# CORRIGES

## EXERCICES

### ★ EXERCICE 1 Pratiques anticoncurrentielles 20 minutes

1. Edith RICE a-t-elle raison de considérer que le comportement adopté par le dirigeant de la SA SUPERCELL dans cette affaire n'est pas licite ?

#### Rappel des faits

Deux entreprises s'accordent pour uniformiser leur prix et ainsi préserver leur marge.

#### Question de droit

Un tel comportement est-il constitutif d'une pratique anticoncurrentielle ?

#### Règle de droit

L'objet de la concurrence est de permettre une compétition entre les entreprises afin qu'elles proposent le meilleur produit au meilleur prix.

Les comportements qui entraveraient cet objectif sont considérés comme des pratiques anticoncurrentielles, comme par exemple une entente.

L'entente suppose en premier lieu un accord entre deux entreprises, quelle que soit la forme de cet accord.

Elle suppose en second lieu que cet accord ait pour objet ou pour effet de ne plus régler le comportement des entreprises par le jeu du marché. Très souvent, l'entente porte sur la fixation du prix, mais tout autre comportement est susceptible d'être visé.

#### Application au cas donné

La SA SUPERCELL et la SA SUFFI-COMASSE ont bel et bien conclu un accord, même si celui-ci semble être purement verbal.

En vertu de cet accord elles sont convenues de ne pas proposer leur marchandise en dessous d'un certain prix.

#### Conclusion

Le comportement de la SA SUPERCELL est bien constitutif d'une pratique anticoncurrentielle, elle l'occurrence une entente.

2. Quels seraient les arguments que pourrait invoquer le dirigeant de la SA SUPERCELL pour échapper à une sanction ?

#### Rappel des faits

Deux entreprises sont parties à une entente au sens du droit de la concurrence.

#### Question de droit

Dans quelles conditions une entente peut-elle échapper à la sanction ?

#### Règle de droit

Lorsque des entreprises s'entendent pour limiter le jeu de la concurrence sur un marché, elles s'exposent en principe à une sanction.

Elles peuvent toutefois espérer échapper à cette sanction dans trois cas différents :

- Lorsque l'entente n'emporte pas d'atteinte grave à la concurrence. On dit alors qu'elle n'atteint pas le "seuil de sensibilité". Il en va ainsi lorsque les parts de marché détenues par les entreprises ne dépassent pas 10 ou 15% ;
- Lorsque l'entente fait partie des exemptions catégorielles, et en respecte les conditions, parmi lesquelles le fait que l'entente ne porte pas sur la fixation des prix ;
- Lorsque l'entente participe au progrès économique et qu'elle fait bénéficier le consommateur d'un meilleur produit ou prix sans porter d'atteinte trop substantielle à la concurrence sur le marché concerné.

#### Application au cas donné

La SA SUPERCELL et la SA SUFFI-COMASSE ont conclu un accord qui est considéré comme une entente.

Elles détiennent, à elles deux, plus de 15% des parts du marché concerné. Il n'est donc pas possible d'invoquer que l'entente n'atteint pas le seuil de sensibilité.

L'entente portant sur la fixation des prix, elle ne peut, en tout état de cause, pas bénéficier d'une exemption catégorielle...

Elle ne peut, pour la même raison, être considérée comme participant au progrès économique et ne peut donc bénéficier d'une exemption individuelle.

### **Conclusion**

Si le dirigeant de la SA SUPERCELL peut invoquer différents arguments pour échapper à une sanction, il semble qu'aucun de ces arguments n'est de nature à être retenu ici.

3. En l'absence d'arguments pertinents, quel autre moyen le dirigeant de la SA SUPERCELL pourrait-il mettre en œuvre pour échapper, en tout ou partie, à une sanction ?

### **Règle de droit**

Les entreprises qui faussent le jeu de la concurrence s'exposent à différentes sanctions qui peuvent se cumuler. Elles s'exposent tout d'abord à une amende prononcée par l'autorité compétente, amende dont le montant peut atteindre 10% du CAHT mondial des entreprises participantes à la pratique anticoncurrentielle.

Les personnes physiques s'exposent à des sanctions pénales, qui sont toutefois très rares.

Enfin, si la pratique cause un préjudice, les entreprises qui y participent peuvent voir leur responsabilité civile délictuelle engagée.

Pour échapper à la sanction, il est possible d'essayer de profiter du programme de clémence. Ce programme a été élaboré pour permettre une détection plus efficace des pratiques anticoncurrentielles. Il accorde une immunité (totale ou partielle) à la première entreprise qui dénonce une entente.

S'il n'est pas possible de profiter du programme de clémence, il est encore possible de ne pas retarder le traitement du dossier en reconnaissant les griefs notifiés par l'autorité compétente. Cela peut aboutir à une réduction de l'amende de 10% (droit communautaire) voire de 50% (droit français).

### **Application au cas donné**

En l'espèce, si le dirigeant de la SA SUPERCELL veut échapper à toute sanction, il doit dénoncer l'accord qu'il a accepté à l'autorité compétente le plus rapidement possible.

S'il est le premier, il bénéficiera dans le meilleur des cas d'une exonération totale et ne paiera pas d'amende.